



**ARRÊTÉ n° 2024.PREF/DCPPAT/BUPPE/118 du 12 mars 2024  
portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations de combustion du  
Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) situées sur le centre de SACLAY,  
implanté sur le territoire des communes de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BÂCLE**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE,**

**VU** le code de l'environnement, et notamment son article R. 515-70,

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de préfète de l'Essonne,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2024-PREF-DCPPAT-BCA-075 du 4 mars 2024, portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu,

**VU** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution),

**VU** les décisions d'exécution (UE) n° 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017, et n° 2021/2326 du 30 novembre 2021, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion,

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI 2/BE 0172 du 25 septembre 2009 portant autorisation d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur l'ensemble du site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) implanté sur les communes de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BÂCLE,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF/DCPPT/BUPPE/145 du 9 juillet 2018 portant imposition de prescriptions complémentaires au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) pour l'exploitation de ses installations situées sur le centre de SACLAY implanté sur le territoire des communes de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BÂCLE,

**VU** le courrier du 3 septembre 2020 actant le classement des installations de combustion de l'ensemble du site sous la rubrique 3110,

**VU** le courrier du 24 juin 2022 du CEA transmettant le dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) des décisions d'exécution (UE) n° 2017/1442 et n° 2021/2326 précitées, et le rapport de base prévu à l'article L. 515-30 du code de l'environnement,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 janvier 2024,

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire notifié au CEA par courriel du 8 février 2024,

**VU** le courriel du 12 février 2024, par lequel l'exploitant fait part de son absence d'observations sur ce projet,

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R. 515-70 du code de l'environnement, les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations de combustion du CEA ont été réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et qu'une actualisation est nécessaire,

**CONSIDÉRANT** que le dossier de réexamen des conditions d'exploitation déposé par le CEA dans le cadre de la directive sur les émissions industrielles (IED), est conforme aux articles R. 515.59 et R. 515.72 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ne consiste pas en une refonte de l'ensemble des prescriptions applicables à l'établissement exploité par le CEA et qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit soumis à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST),

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, d'adapter les prescriptions applicables au CEA et de modifier l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2018 susvisé,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), dont le siège social est situé 25 rue Leblanc 75015 PARIS, ci-après dénommée l'exploitant, est tenu de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations implantées sur son site de SACLAY, sur le territoire des communes de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BÂCLE.

**Le présent arrêté modifie les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF/DCPPT/BUPPE/145 du 9 juillet 2018.**

### **Article 2 : Nature des installations**

Le chapitre I intitulé « Nature et emplacement des installations », en annexe de l'arrêté n° 2018-PREF/DCPPT/BUPPE/145 du 9 juillet 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de rubrique	Régime
Combustion de combustible dans des installations d'une puissance thermique nominale égale ou supérieure à 50 MW.	<p><u>Hors périmètre INB :</u></p> <p>Chaufferie du site Bât 606 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-2 chaudières de puissance utile de 17,4 MW au gaz naturel</li> <li>-1 chaudière de puissance utile de 17,4 MW de secours (fioul domestique utilisé en secours)</li> </ul> <p>Puissance thermique maximale de la chaufferie : 38,6 MW</p> <p>Groupe électrogène Bât. 127 : 0,2 MW  Groupe électrogène Bât. 133 : 1,7 MW  Groupe électrogène Bât. 138A : 1,3 MW  Groupe électrogène Bât. 145 : 1,7 MW  Groupe électrogène Bât. 388B : 0,41 MW  Groupe électrogène Bât. 389A : 0,083 MW  Groupe électrogène Bât. 447 : 0,33 MW  Groupe électrogène Bât. 474 : 0,45 MW  Groupe électrogène Bât. 474-terrasse : 0,832 MW  Groupe électrogène Bât. 525 : 0,67 MW  Groupe électrogène Bât. 543 : 0,7 MW  Groupe électrogène Bât. 604 : 0,081 MW  Groupe électrogène Bât. 616 : 0,67 MW  Groupe électrogène Bât. 704 : 1 MW  Groupe électrogène Bât. 714 : 1,3 MW</p> <p><u>Dans périmètre INB :</u></p> <p>Groupe électrogène Bât. 120B INB 72 : 0,96 MW  Groupe électrogène Bât. 387 INB 35 : 0,216 MW  Groupe électrogène Bât. 387B INB 35 : 0,83 MW  Groupe électrogène Bât. 393 INB 35 : 0,2 MW  Groupe électrogène Bât. 467 INB 49 : 0,67 MW  Groupe électrogène Bât. 605C INB 50 : 0,67 MW  Groupe électrogène Bât. 633B INB 40 : 1,0 MW  Groupe électrogène Bât. 633 INB 40 : 1,0 MW  Chaudières (3 x 560 kW) Bât. 457 INB 49 : 1,68 MW</p> <p>Puissance thermique nominale totale du site : 57,252 MW</p>	3110	A

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de rubrique	Régime
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Stockage de fioul domestique de 500 m <sup>3</sup> soit 425 T (densité 0,85)	4734-2 c	DC

A (autorisation), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE)

#### ARTICLE 1.1.2 - Application de la directive IED et rubrique principale

Les installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du Chapitre V du Titre Ier du Livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement (articles R. 515-58 et suivants) relatives aux installations visées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (Directive IED). Ces dispositions s'appliquent également aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions.

Au titre de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique 3110, visée ci-dessus, constitue la rubrique principale de l'installation.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles du document de référence sur les meilleures techniques disponibles (BREF : Best Available Technique Reference Document) relatives aux Grandes Installations de Combustion (LCP).

#### ARTICLE 1.1.3 - Dossier de réexamen

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse à la préfète les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée au paragraphe ci-dessus du présent arrêté.

### **Article 3 : Exploitation des installations**

Les prescriptions du présent article sont ajoutées en annexe de l'arrêté n° 2018-PREF/DCCPAT/BUPPE/145 du 9 juillet 2018 :

#### **Article 3.1 : « Management environnemental »**

L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
  - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
  - contrôle efficace des procédés ;
  - gestion des modifications.

#### **Article 3.2 : « Efficacité énergétique »**

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO<sub>2</sub>).

L'exploitant fait réaliser, sous un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté puis tous les dix ans, par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

#### **Article 3.3 : « Management de l'énergie »**

L'exploitant met en place un système de management de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant a minima à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par équipement ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

#### **Article 3.4 : « Mesure de l'efficacité énergétique »**

**Dans un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant réalise une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à charge nominale des unités exploitées, si l'exploitant ne dispose pas de telles données.**

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée.

La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.

**Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.**

#### **Article 3.5 : « Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement »**

**Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :**



- les périodes de démarrage et d'arrêt ;
- les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel ;
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions ;
- les périodes d'essais, de réglage ou d'entretien après réparation des moteurs.

L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.

L'exploitant établit un plan de gestion de ces périodes qui contient :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans ces périodes susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;
- une vérification et relevé des émissions causées par les installations lors de ces périodes et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;
- une évaluation périodique des émissions globales lors de ces périodes (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

L'exploitant fait réaliser, sous un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, une étude pour le suivi de ces émissions par les baies d'analyses durant les périodes OTNOC pour définir les modifications à apporter à l'automate et les travaux à réaliser.

Le rapport issu de la baie d'analyse doit permettre d'identifier les 4 périodes (P1 à P4). L'exploitant doit décrire pour chaque appareil et son installation de combustion ainsi que pour les équipements connexes existants qui composent l'installation, les paramètres ou critères (combinaison) choisis pour chacune des différents types d'OTNOC (P1 à P4).

#### **Article 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

Le chapitre IV.8 intitulé « valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » en annexe de l'arrêté n° 2018-PREF/DCPPT/BUPPE/145 du 9 juillet 2018, est remplacé par les dispositions suivantes :

##### **« IV.8. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques »**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant exprimés en normaux mètres cubes (Nm<sup>3</sup>), rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
- à une teneur en O<sub>2</sub> de 3 % dans les fumées.

Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

## a) Pour les paramètres mesurés en continu

Polluant concerné	Chaudières gaz naturel			
	concentration en mg/Nm³			Flux en Kg/h
	Moyenne journalière	Moyenne mensuelle	Moyenne annuelle	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	110	100	100	2,04
CO	/	100	40	1,8

## b) Pour les autres paramètres qui ne sont pas mesurés en continu

Polluant concerné	Chaudières gaz naturel		
	concentration en mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne sur la période d'échantillonnage)	concentration en mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne des échantillons sur une année)	Flux en Kg/h
SO <sub>2</sub>	35	/	0,65
Poussières	5	/	0,09
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)		0.001
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés (exprimée en (As+Se+Te))	1 exprimée en (As+Se+Te)		0.01
Plomb (Pb) et ses composés (exprimée en Pb)	1 exprimée en Pb		0.01
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés (exprimée en Pb)	20	/	0.03
HAP <sup>1</sup>	0,1	/	0.001
COVNM (exprimé en C total)	110	/	2,04

1 La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont :benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h)anthracène,benzo(g, h, i)pérylène, indéno(1, 2, 3-c, d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329

## Chaudières fonctionnant au FOD

### a) Pour les paramètres mesurés en continu

Polluant concerné	Chaudières FOD			
	concentration en mg/Nm <sup>3</sup>			Flux en Kg/h
	Moyenne journalière	Moyenne mensuelle	Moyenne annuelle	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	210	150	150	3,9
CO		100	20	1,8

### b) Pour les autres paramètres qui ne sont pas mesurés en continu

Polluant concerné	Chaudières au FOD		
	concentration en mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne sur la période d'échantillonnage)	concentration en mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne des échantillons sur une année)	Flux en Kg/h
SO <sub>2</sub>	170	/	3,16
Poussières	50	/	0,9
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)		0.001
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés (exprimée en (As+Se+Te))	1 exprimée en (As+Se+Te)		0.01
Plomb (Pb) et ses composés (exprimée en Pb)	1 exprimée en Pb		0.01
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés (exprimée en Pb)	20	/	0.03
HAP <sup>2</sup>	0,1	/	0.001
COVNM (exprimé en C total)	110	/	2,04

<sup>2</sup> La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h)anthracène, benzo(g, h, i)pérylène, indéno(1, 2, 3-c, d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329



Les valeurs limites d'émissions fixées ci-dessus, à l'exception des valeurs limites en SO<sub>2</sub>, ne s'appliquent pas à la chaudière n° 1 de secours, destinée aux situations d'urgence et fonctionnant moins de cinq cents heures d'exploitation par an. Un relevé des heures d'exploitation utilisées pour la chaudière n° 1 est établi par l'exploitant.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### **Article 5 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 6 : Notification, publication et information des tiers**

L'arrêté est notifié à l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup>.

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie des communes de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BÂCLE,
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de ces communes, pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les soins des maires à la préfète de l'Essonne,
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Essonne, au recueil des actes administratifs de la préfecture, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, sous peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci d'une part à l'auteur de la décision, la préfète de l'Essonne à l'adresse suivante (Mme la préfète de l'Essonne – DCPAT/BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex) et d'autre part, au bénéficiaire de la décision (CEA dont le siège social est situé 25 rue Leblanc 75015 PARIS). La notification doit être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de dépôt du recours contentieux. Cette formalité est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée, justifiée par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de l'Essonne – DCPAT /BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique, auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus. **Toutefois, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif, l'auteur du recours est tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision, selon les modalités fixées au paragraphe précédent, sous peine de non prorogation du délai de recours contentieux.**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès de la préfète, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions

définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

La préfète dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime la réclamation fondée, la préfète fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

#### **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
Les maires de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BÂCLE,  
L'exploitant, le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA),

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise pour information, au sous-préfet de PALAISEAU.

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général

Olivier DELCAYROU

